

04 Plus loin que les idées

- ▶ Les initiatives citoyennes nées de la crise ont révélé une soif de changement pour préparer l'avenir du pays.
- ▶ Le défi est de faire vivre ces «boîtes à outils» pour qu'elles inspirent des actions concrètes.

— Texte : Camille Frati

La crise de 2008 a provoqué un véritable électrochoc dans la société civile, faisant éclater l'illusion de progrès perpétuel fondée sur trois décennies de croissance. De cette remise en question, deux initiatives citoyennes aux approches très différentes sont nées.

«Luxembourg 2030» émane de la Société luxembourgeoise de l'évaluation et de la prospective (Solep), asbl formée à l'issue de la conférence-débat de l'Observatoire de la compétitivité sur le «PIBien-être» en mars 2010. Au cœur de ce projet : une démarche prospective, qui consiste à «*penser le long terme pour agir aujourd'hui et prendre des mesures*», explique l'économiste François-Xavier Borsi, administrateur de la Solep. Il s'agit de favoriser une hypothèse «*souhaitable*» - une cohésion sociale réussie par exemple - ou d'éviter une «*hypothèse redoutée*» comme la pénurie de logements.

Au fil des ateliers entre 85 personnes durant cinq ans, le consensus s'est forgé. Après évaluation (efficacité, facilité, coût), 33 propositions - comme la promotion de la mixité sociale, une simplification administrative accrue ou encore la formation au management des cadres du secteur public - ont émergé. Surtout, le rapport préconise de «*publier les évaluations des politiques publiques*».

Une autre initiative citoyenne vise le même horizon mais un public élargi. Retour en 2011 : les représentants des chambres professionnelles et des fédérations patronales s'inquiètent pour l'avenir, «*alors que le gouvernement annonçait la fin de la crise*», se souvient Marc Wagener, directeur aux affaires économiques à la Chambre de commerce. S'ensuit une soixantaine d'entretiens avec des personnalités de tous milieux : syndicalistes, patrons, actifs, retraités, jeunes, ONG, frontaliers «*et même l'archevêque*». Tous relaient des défis mais avancent aussi des idées.

La Chambre de commerce veut alors susciter un «*grand débat public*» et lance «2030.lu - Ambition pour le futur». Chacun peut soumettre une idée sur le site ou intervenir lors des ateliers thématiques organisés au printemps 2013. Élections anticipées obligent, «2030.lu» organise une table ronde avec les quatre têtes de liste et publie son recueil



▲ «2030.lu» avait été lancée en mars 2013, par des réunions et appels au grand public.

de 355 propositions en octobre. Au final, 1.600 personnes auront participé aux divers événements et plus de 40.000 auront visité le site.

Selon le sondage Quest commandé par la Chambre de commerce, 94,8% des répondants estiment que des changements s'imposent afin de préserver la qualité de vie et préparer les défis futurs. «*Les citoyens ont beaucoup donné et dit aux politiques : il faut aborder le long terme*», interprète Marc Wagener. Les propositions fusent autour de la langue, l'éducation, les énergies renouvelables ou encore l'équilibre budgétaire. «*Maintenant ce recueil appartient à tout le monde*», l'objectif restant de le voir sur le bureau des décideurs.

«*Nous ferons peut-être un suivi en 2020*», avance Marc Wagener. En attendant, la Chambre a lancé la Fondation Idea début 2014 avec les économistes Michel-Édouard Ruben, Muriel Bouchet et Jérôme Merker. «*C'est un laboratoire d'idées permanent, pluridisciplinaire, autonome et ouvert, qui doit lancer des ballons d'essai et alimenter les politiques publiques*». La petite équipe multiplie les supports et publie chaque mois une nouvelle idée validée par le conseil scientifique. «*Le*

tableau de bord économique est téléchargé 800 à 1.000 fois», se réjouit Marc Wagener. Le site compte entre 2.000 et 3.000 visiteurs uniques par mois et 350 abonnés à sa newsletter. «*Nous voulons devenir une référence dans le débat socio-économique*.»

Côté «Luxembourg 2030», une nouvelle phase s'amorce depuis octobre. «*Le rapport n'est pas un but en soi, notre mission reste de promouvoir la prospective comme outil au Luxembourg*», précise Alexandra Guarda Rauchs, économiste et présidente de la Solep. L'asbl est invitée à présenter ses propositions devant plusieurs commissions parlementaires ou devant le Conseil économique et social de la Grande Région. «*Nous adressons le rapport aux membres du gouvernement. Et pourquoi pas aller à la rencontre des lycéens*», ajoute François-Xavier Borsi.

Les deux initiatives se veulent «*une boîte à outils et à idées*» à la disposition de tous. Mais pour l'heure, les clivages demeurent. «*Le pays est très corporatiste, souligne Marc Wagener, tout le monde a son lobby et cela devient vite statique*.» Et le référendum a démontré qu'une partie des Luxembourgeois n'était pas prête aux grands changements sociétaux. Alexandra Guarda-Rauchs avertit : «*Nous serons 600.000 au Luxembourg en 2018, il faut s'en rendre compte*.» ▲

En résumé L'après-crise a vu émerger «2030.lu» et «Luxembourg 2030», deux initiatives incitant les citoyens à réfléchir à l'avenir du pays face aux défis croissants que sont la cohésion sociale, le logement ou encore la compétitivité. Leur héritage : près de 400 propositions et un laboratoire d'idées.